

Directeur de publication : Anthony Requin

Rédaction : Agence France Trésor

Disponible en anglais, arabe, chinois, espagnol, français, japonais et russe

n° 313 • Juin 2016

<http://www.aft.gouv.fr> • Bloomberg TREX<GO> • Reuters <TRESOR>

| | | | | | |
|--|---------------------------------------|---|------------------------------------|---|---|
| Actualité de l'Agence France Trésor page 1 | Actualité économique page 2 | Données générales sur la dette page 3 | Marché secondaire page 5 | Dettes négociables de l'État page 6 | Économie française et comparaisons internationales page 8 |
|--|---------------------------------------|---|------------------------------------|---|---|

L'Agence France Trésor a pour mission de gérer la dette et la trésorerie de l'État au mieux des intérêts du contribuable et dans les meilleures conditions de sécurité.

Actualité de l'Agence France Trésor

Économie des primes et des décotes en 2015

La baisse des taux d'intérêt dont ont bénéficié les émetteurs souverains de la zone euro en 2014 et 2015 s'est traduite par la génération d'importantes « primes » sur les émissions de titres de dette, pour la France comme pour plusieurs autres pays européens.

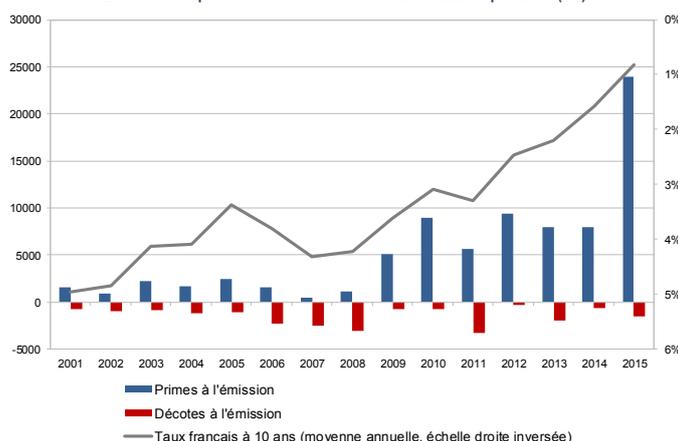
Les primes surviennent lorsque le coupon servi est supérieur au taux de marché à l'émission. Dans ce cas, les souscripteurs paient à l'émission un prix d'achat supérieur à la somme qui sera remboursée à échéance, dite valeur faciale ou « pair ». Dans le cas contraire on parle de « décote », situation dans laquelle l'État reçoit moins que la valeur faciale. La prime ou la décote correspondent à la différence entre le pair et la somme des paiements futurs d'intérêts et de capital actualisée au taux de marché à l'émission.

L'enregistrement de primes et de décotes concerne la réémission des titres créés antérieurement, appelés titres « *off-the-run* » mais aussi, de manière plus inattendue les émissions de nouveaux titres. Concernant la réémission de titres *off-the-run*, l'écart provient du fait que le taux de marché au moment de la réémission correspond rarement au taux de coupon de cette souche, qui a été fixé lors de la création du titre pour toute sa durée de vie. Or, d'une part les taux d'intérêt varient, d'autre part la durée d'emprunt à la réémission est inférieure à la durée initiale du titre (les taux d'intérêt sont en général différents selon les maturités). Dans le cas des nouveaux titres, l'écart entre le taux de marché et le taux de coupon provient du fait que le taux de coupon, qui est toujours positif ou nul, est arrondi au quart de pourcent (tous les 0,25%) et que l'émission de nouveaux titres sur le segment de courbe où les taux d'intérêt s'affichent en négatif entraîne nécessairement l'encaissement de primes.

En 2015, l'État a enregistré nettement plus de primes que de décotes (voir graphique), moins en raison d'une augmentation significative de la quantité de titres *off the run* (cette proportion, qui s'élève à 33% en 2015, bien que supérieure à celle de 2014, a atteint des niveaux supérieurs par le passé, en 2011 à 41%, et en 2009 à 39%) qu'en raison de la forte baisse des taux d'intérêt ces dernières années et du programme d'achat de titres en zone euro enclenché par la BCE. Ce programme a en effet généré une demande particulière, appelant à une réémission de titres anciens portant sur l'ensemble de la gamme de titres offerts par l'AFT afin d'assurer la bonne liquidité de ces souches. En répondant à la demande du marché notamment à travers les réémissions, l'État français bénéficie de taux d'intérêt plus favorables, ce qui permet de réduire le coût de la dette à moyen terme.

La ressource exceptionnelle en trésorerie générée par ses primes à l'émission a été compensée en 2015 par la réduction de l'encours de titres à court terme (BTF), instrument de gestion de la trésorerie par excellence, ce qui a contribué à l'allongement de la durée moyenne de la dette française (7,3 ans), contribuant ainsi à réduire le risque de refinancement et l'exposition de l'État à une éventuelle remontée des taux d'intérêt.

Évolution des primes et décotes sur les émissions MLT depuis 2001 (M€)



Source : Agence France Trésor

Et si le chômage avait amorcé sa baisse ?

Helene BAUDCHON, Économiste France, Recherche Économique Groupe BNP Paribas

Au premier trimestre 2016, le taux de chômage en France, issu de l'enquête emploi de l'INSEE, est resté stable par rapport au quatrième trimestre 2015, soit 10,2%. Cette stabilité fait suite à une baisse de 0,3 point. Et sur un an, il recule de 0,2 point. D'après l'estimation mensuelle d'Eurostat, le taux de chômage serait même repassé sous la barre des 10% en avril 2016. Cette orientation en baisse, encore timide, reste à confirmer mais le scénario le plus probable est bien qu'elle se poursuive.

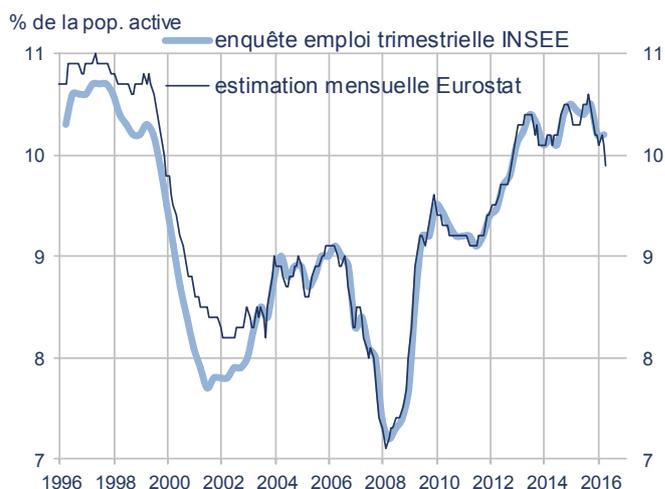
Observons tout d'abord, qu'en 2013, 2014 et 2015, le taux de chômage est resté peu ou prou stable, oscillant à $\pm 0,2$ point autour d'un niveau moyen de 10,3%, et ce malgré la relative faiblesse de la croissance sur la période (+0,8% par an en moyenne) : l'évolution du chômage apparaît ainsi plus favorable que ne le justifie celle de l'activité. En fin de compte, l'absence de hausse du taux de chômage sur cette période est plus surprenante que son absence de baisse.

Une explication réside dans la progression ralentie de la population active (+0,2% en moyenne par an de 2013 à 2015 après +0,7% au cours de la décennie précédente). L'emploi n'avait donc pas besoin de beaucoup progresser pour stabiliser le taux de chômage. Mais aussi modeste soit-elle (+0,4% en moyenne par an), la progression de l'emploi n'en est pas moins notable. En 2013 et 2014, elle repose sur la hausse de l'emploi non salarié et dans les secteurs non marchands, qui a compensé le recul de l'emploi salarié marchand non agricole. En 2015, même ce dernier a enregistré une légère progression (+0,2% en moyenne annuelle, +0,7% sur un an au quatrième trimestre 2015). Et celle-ci se poursuit début 2016 (+0,2% t/t au premier trimestre, +1% en glissement annuel). On peut y voir l'effet du début de mieux sur le front de la croissance en 2015 (+1,4% en glissement annuel en fin d'année contre 0,6% fin 2014), qui s'ajoute aux mesures de traitement social du chômage (au travers des emplois aidés) et de soutien à l'emploi prises depuis 2013 (loi sur la sécurisation de l'emploi, pactes de compétitivité et de responsabilité, plan « Tout Pour l'Emploi », loi Macron).

Sur cette base, en 2016, la baisse du chômage a de fortes chances de s'amorcer, à la faveur d'un peu plus

de croissance et du nouveau plan d'urgence pour l'emploi dévoilé courant janvier, qui s'appuie sur de nouvelles facilités d'accès à l'apprentissage et, surtout, sur une nouvelle prime à l'embauche dans les PME ciblée sur les bas salaires et un vaste programme de 500 000 formations de chômeurs. Dans sa note de conjoncture de juin 2016, l'INSEE estime à +40 000 en 2016 l'effet d'enrichissement de la croissance en emplois de la prime à l'embauche et à -0,1 point l'impact sur le taux de chômage du plan de formations. D'après l'INSEE, le taux de chômage s'inscrirait ainsi à 9,8% fin 2016, soit en baisse de 0,4 point sur 1 an. En moyenne sur 2016, il s'établirait à 10%, également 0,4 point plus bas qu'en 2015. Nos propres prévisions sont un peu moins optimistes (baisse de 0,2 point attendue en moyenne annuelle), du fait d'une prévision de croissance moins forte (1,4% en moyenne annuelle contre 1,6% pour l'INSEE) et moins riche en emplois.

Taux de chômage en France



Sources : INSEE, Eurostat, BNP Paribas

Avertissement : en ouvrant cette tribune, l'Agence France Trésor offre à des économistes l'occasion d'exposer librement leur opinion ; les propos ici exprimés n'engagent donc que les auteurs et en aucun cas l'Agence France Trésor, ni le Ministère des Finances et des Comptes publics.

Calendrier indicatif d'adjudication

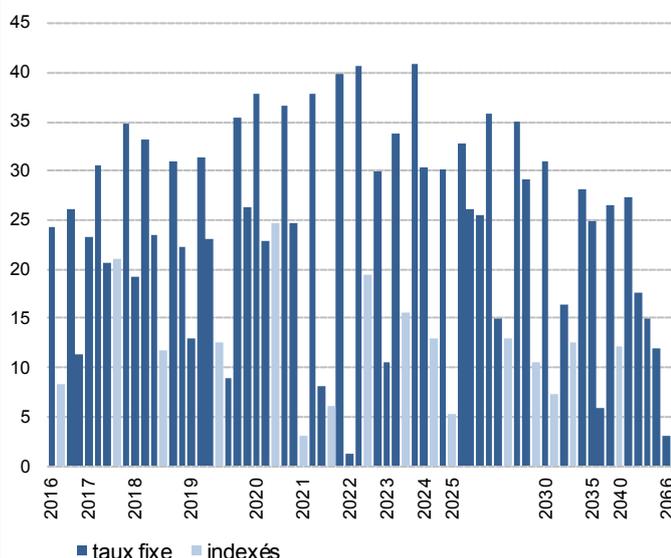
| | | Court terme | | | | | Moyen terme | Long terme | Indexés |
|--------------|---------------------|-------------|----|----|----|----|-------------|------------|---------|
| Juillet 2016 | date d'adjudication | 4 | 11 | 18 | 25 | / | 21 | 7 | 21 |
| | date de règlement | 6 | 13 | 20 | 27 | / | 25 | 11 | 25 |
| Août 2016 | date d'adjudication | 1 | 8 | 16 | 22 | 29 | 4 | 4 | 4 |
| | date de règlement | 3 | 10 | 18 | 24 | 31 | 8 | 8 | 8 |

adjudications optionnelles

Source : Agence France Trésor

Dette négociable à moyen et long terme de l'État au 31 mai 2016

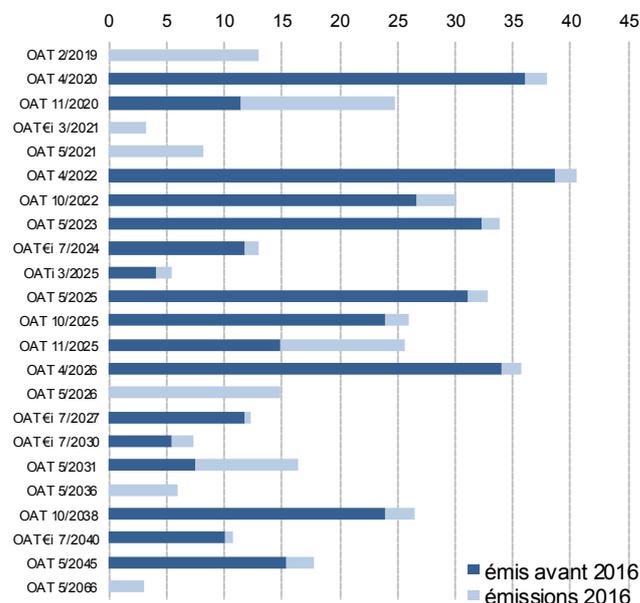
Encours actualisé par ligne, en milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Moyen et Long Terme : émissions de l'année et cumul au 31 mai 2016

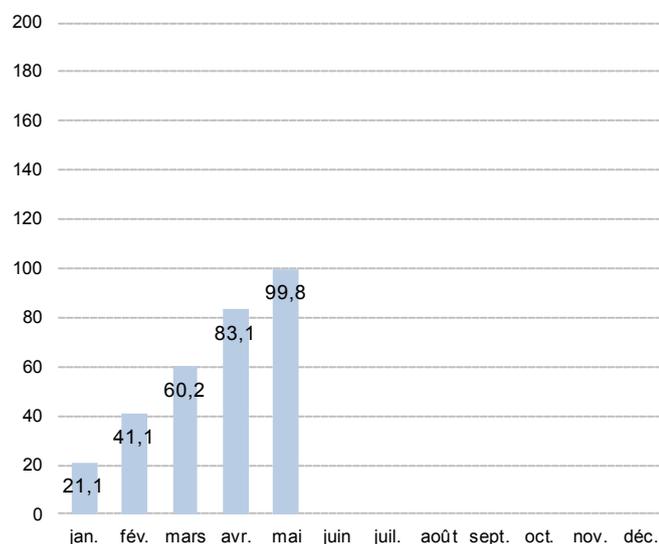
En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Émissions nettes des rachats au 31 mai 2016

En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Moyen et Long Terme : échéancier prévisionnel au 31 mai 2016

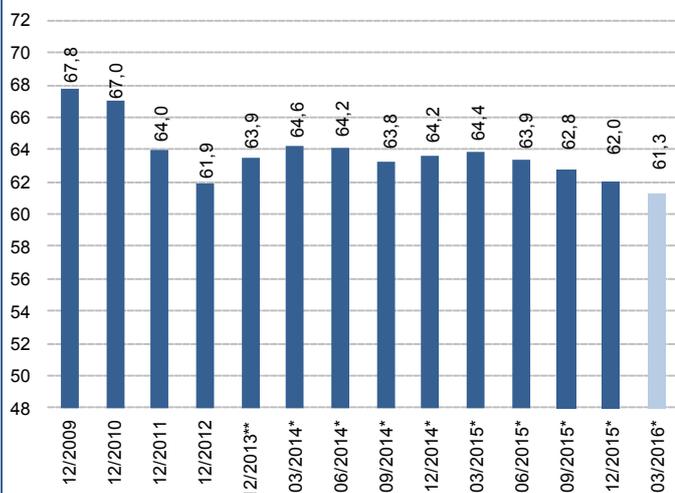
En milliards d'euros

| Mois | Intérêts | Amortissements |
|---------|----------|----------------|
| juin-16 | | |
| juil-16 | 3,7 | 32,2 |
| août-16 | | |
| sept-16 | | |
| oct-16 | 16,0 | 26,2 |
| nov-16 | 1,2 | 11,4 |
| déc-16 | | |
| janv-17 | | |
| févr-17 | 0,4 | 23,1 |
| mars-17 | 0,0 | |
| avr-17 | 15,1 | 30,5 |
| mai-17 | 3,9 | |

Source : Agence France Trésor

Détention par les non-résidents des titres de la dette négociable de l'État : 1^{er} trimestre 2016

En % de la dette négociable exprimée en valeur de marché



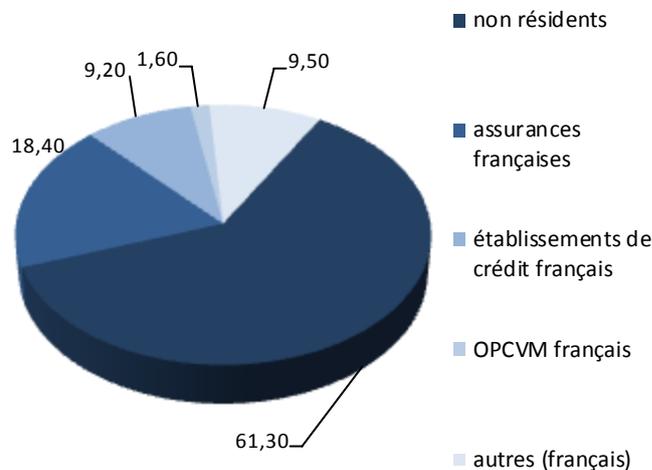
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres définitive

Source : Banque de France

Détention des titres de la dette négociable de l'État par groupe de porteurs : 1^{er} trimestre 2016

Structure en % exprimée en valeur de marché



Source : Banque de France

Dette négociable de l'État au 31 mai 2016

En euros

| | |
|-----------------------------------|--------------------------|
| Total Dette à Moyen et Long Terme | 1 468 530 825 596 |
| Encours démembré | 61 181 289 100 |
| Durée de vie moyenne | 7 ans et 354 jours |
| Total Dette à Court Terme | 156 131 000 000 |
| Durée de vie moyenne | 110 jours |
| ENCOURS TOTAL | 1 624 661 825 596 |
| Durée de vie moyenne | 7 ans et 85 jours |

Source : Agence France Trésor

Dette négociable de l'État et contrats d'échanges de taux d'intérêt (« swaps ») au 31 mai 2016

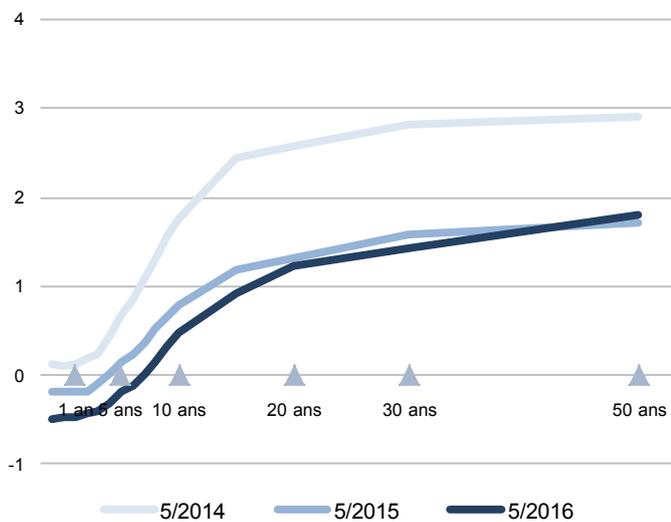
En milliards d'euros

| | Fin 2013 | Fin 2014 | Fin 2015 | Fin avril 2016 | Fin mai 2016 |
|--|--------------|--------------|--------------|----------------|--------------|
| Encours de la dette négociable | 1 457 | 1 528 | 1 576 | 1 605 | 1 625 |
| dont titres indexés | 174 | 189 | 190 | 194 | 197 |
| Moyen et Long Terme | 1 283 | 1 352 | 1 424 | 1 450 | 1 469 |
| Court Terme | 174 | 175 | 153 | 155 | 156 |
| Encours de swaps | 7 | 6 | 6 | 6 | 6 |
| Durée de vie moyenne de la dette négociable | | | | | |
| avant swaps | 7 ans | 6 ans | 7 ans | 7 ans | 7 ans |
| après swaps | 5 jours | 363 jours | 47 jours | 108 jours | 85 jours |
| avant swaps | 7 ans | 6 ans | 7 ans | 7 ans | 7 ans |
| après swaps | 2 jours | 362 jours | 47 jours | 108 jours | 85 jours |

Source : Agence France Trésor

Courbe des taux sur titres d'État français

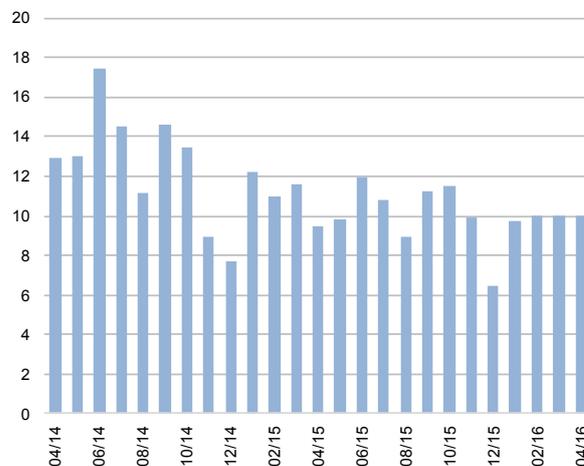
Valeur en fin de mois, en %



Source : Bloomberg

Volume moyen des transactions quotidiennes sur les titres à moyen et long terme

En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème.

Montant des opérations de démembrement et de remembrement

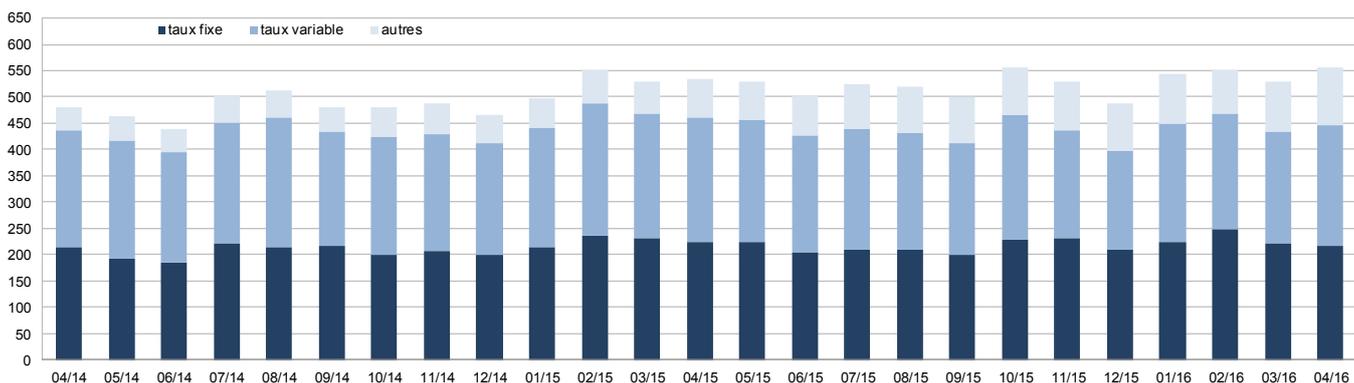
En milliards d'euros



Source : Euroclear

Encours des pensions des SVT en fin de mois

En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT

Dette à court terme au 31 mai 2016

| | Échéance | Encours (€) |
|-----|-------------------|---------------|
| BTF | 1 juin 2016 | 7 601 000 000 |
| BTF | 8 juin 2016 | 5 454 000 000 |
| BTF | 15 juin 2016 | 7 092 000 000 |
| BTF | 22 juin 2016 | 7 262 000 000 |
| BTF | 29 juin 2016 | 7 576 000 000 |
| BTF | 6 juillet 2016 | 6 366 000 000 |
| BTF | 13 juillet 2016 | 7 290 000 000 |
| BTF | 20 juillet 2016 | 5 332 000 000 |
| BTF | 27 juillet 2016 | 7 462 000 000 |
| BTF | 3 août 2016 | 6 538 000 000 |
| BTF | 10 août 2016 | 7 743 000 000 |
| BTF | 18 août 2016 | 5 862 000 000 |
| BTF | 24 août 2016 | 3 596 000 000 |
| BTF | 31 août 2016 | 6 504 000 000 |
| BTF | 14 septembre 2016 | 5 555 000 000 |
| BTF | 28 septembre 2016 | 5 828 000 000 |
| BTF | 12 octobre 2016 | 8 049 000 000 |
| BTF | 26 octobre 2016 | 2 903 000 000 |
| BTF | 9 novembre 2016 | 7 161 000 000 |
| BTF | 7 décembre 2016 | 3 590 000 000 |
| BTF | 4 janvier 2017 | 7 090 000 000 |
| BTF | 1 février 2017 | 6 746 000 000 |
| BTF | 1 mars 2017 | 6 366 000 000 |
| BTF | 29 mars 2017 | 6 135 000 000 |
| BTF | 26 avril 2017 | 5 030 000 000 |

Dette à moyen et long terme (échéances 2016–2019) au 31 mai 2016

| code | libellé | encours (€) | coeff. ind. | encours nomi. (€) | démembrés (€) |
|--------------|---------------------------------|------------------------|-------------|-------------------|---------------|
| | Échéance 2016 | 70 235 787 570 | | | |
| FR0119580050 | BTAN 2,5% 25 juillet 2016 | 24 221 500 000 | | | – |
| FR0119105791 | BTANi 0,45% 25 juillet 2016 | 8 407 287 570 (1) | 1,04973 | 8 009 000 000 | – |
| FR0000187361 | OAT 5% 25 octobre 2016 | 26 204 000 000 | | | 221 517 000 |
| FR0011857218 | OAT 0,25% 25 novembre 2016 | 11 403 000 000 | | | 0 |
| | Échéance 2017 | 130 305 835 950 | | | |
| FR0120473253 | BTAN 1,75% 25 février 2017 | 23 215 000 000 | | | – |
| FR0010415331 | OAT 3,75% 25 avril 2017 | 30 596 000 000 | | | 0 |
| FR0120746609 | BTAN 1% 25 juillet 2017 | 20 593 000 000 | | | – |
| FR0010235176 | OATi 1% 25 juillet 2017 | 21 126 835 950 (1) | 1,13311 | 18 645 000 000 | 0 |
| FR0010517417 | OAT 4,25% 25 octobre 2017 | 34 775 000 000 | | | 0 |
| | Échéance 2018 | 140 827 917 960 | | | |
| FR0012634558 | OAT 0% 25 février 2018 | 19 247 000 000 | | | 0 |
| FR0010604983 | OAT 4% 25 avril 2018 | 33 269 000 000 | | | 0 |
| FR0011394345 | OAT 1% 25 mai 2018 | 23 412 000 000 | | | 0 |
| FR0011237643 | OATÉi 0,25% 25 juillet 2018 | 11 687 917 960 (1) | 1,03828 | 11 257 000 000 | 0 |
| FR0010670737 | OAT 4,25% 25 octobre 2018 | 30 947 000 000 | | | 0 |
| FR0011523257 | OAT 1% 25 novembre 2018 | 22 265 000 000 | | | 0 |
| | Échéance 2019 | 150 693 121 046 | | | |
| FR0013101466 | OAT 0% 25 février 2019 | 12 981 000 000 | | | 0 |
| FR0000189151 | OAT 4,25% 25 avril 2019 | 31 478 000 000 | | | 0 |
| FR0011708080 | OAT 1% 25 mai 2019 | 23 095 000 000 | | | 0 |
| FR0010850032 | OATi 1,3% 25 juillet 2019 | 12 518 831 600 (1) | 1,06634 | 11 740 000 000 | 0 |
| FR0000570921 | OAT 8,5% 25 octobre 2019 | 8 844 392 893 | | | 5 719 385 100 |
| FR0010776161 | OAT 3,75% 25 octobre 2019 | 35 410 000 000 | | | 0 |
| FR0011993179 | OAT 0,5% 25 novembre 2019 | 26 333 000 000 | | | 0 |
| FR0000570954 | OAT cap. 9,82% 31 décembre 2019 | 32 896 553 (2) | | 6 692 154 | – |

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieure à 1)

(2) y.c. intérêts capitalisés au 31/12/2015 ; non offerte à la souscription

Dette à moyen et long terme (échéances 2020 et plus) au 31 mai 2016

| code | libellé | encours (€) | coeff. ind. | encours nomi. (€) | démembrés (€) |
|--------------|------------------------------|------------------------|-------------|-------------------|----------------|
| | Échéance 2020 | 146 983 063 700 | | | |
| FR0010854182 | OAT 3,5% 25 avril 2020 | 37 927 000 000 | | | 0 |
| FR0012557957 | OAT 0% 25 mai 2020 | 22 969 000 000 | | | 0 |
| FR0010050559 | OAT€i 2,25% 25 juillet 2020 | 24 743 063 700 (1) | 1,21827 | 20 310 000 000 | 0 |
| FR0010949651 | OAT 2,5% 25 octobre 2020 | 36 562 000 000 | | | 0 |
| FR0012968337 | OAT 0,25% 25 novembre 2020 | 24 782 000 000 | | | 0 |
| | Échéance 2021 | 95 151 067 120 | | | |
| FR0013140035 | OAT€i 0,1% 1 mars 2021 | 3 135 000 000 (1) | 0,99870 | 3 135 000 000 | 0 |
| FR0010192997 | OAT 3,75% 25 avril 2021 | 37 837 000 000 | | | 0 |
| FR0013157096 | OAT 0% 25 mai 2021 | 8 136 000 000 | | | 0 |
| FR0011347046 | OATi 0,1% 25 juillet 2021 | 6 152 067 120 (1) | 1,00986 | 6 092 000 000 | 0 |
| FR0011059088 | OAT 3,25% 25 octobre 2021 | 39 891 000 000 | | | 0 |
| | Échéance 2022 | 91 328 046 990 | | | |
| FR0000571044 | OAT 8,25% 25 avril 2022 | 1 243 939 990 | | | 617 468 400 |
| FR0011196856 | OAT 3% 25 avril 2022 | 40 615 000 000 | | | 0 |
| FR0010899765 | OAT€i 1,1% 25 juillet 2022 | 19 417 107 000 (1) | 1,08300 | 17 929 000 000 | 0 |
| FR0011337880 | OAT 2,25% 25 octobre 2022 | 30 052 000 000 | | | 0 |
| | Échéance 2023 | 100 934 654 083 | | | |
| FR0000571085 | OAT 8,5% 25 avril 2023 | 10 606 195 903 | | | 5 490 900 200 |
| FR0011486067 | OAT 1,75% 25 mai 2023 | 33 867 000 000 | | | 0 |
| FR0010585901 | OATi 2,1% 25 juillet 2023 | 15 579 458 180 (1) | 1,09846 | 14 183 000 000 | 0 |
| FR0010466938 | OAT 4,25% 25 octobre 2023 | 40 882 000 000 | | | 459 585 000 |
| | Échéance 2024 | 73 661 766 020 | | | |
| FR0011619436 | OAT 2,25% 25 mai 2024 | 30 355 000 000 | | | 10 000 000 |
| FR0011427848 | OAT€i 0,25% 25 juillet 2024 | 13 071 766 020 (1) | 1,01418 | 12 889 000 000 | 0 |
| FR0011962398 | OAT 1,75% 25 novembre 2024 | 30 235 000 000 | | | 46 000 000 |
| | Échéance 2025 | 89 856 584 438 | | | |
| FR0012558310 | OATi 0,1% 1 mars 2025 | 5 374 656 320 (1) | 1,00124 | 5 368 000 000 | 0 |
| FR0012517027 | OAT 0,5% 25 mai 2025 | 32 870 000 000 | | | 0 |
| FR0000571150 | OAT 6% 25 octobre 2025 | 26 039 928 118 | | | 3 143 464 400 |
| FR0012938116 | OAT 1% 25 novembre 2025 | 25 572 000 000 | | | 0 |
| | Échéance 2026 | 50 727 000 000 | | | |
| FR0010916924 | OAT 3,5% 25 avril 2026 | 35 814 000 000 | | | 144 313 000 |
| FR0013131877 | OAT 0,5% 25 mai 2026 | 14 913 000 000 | | | 0 |
| | Échéance 2027 | 48 095 464 180 | | | |
| FR0011008705 | OAT€i 1,85% 25 juillet 2027 | 13 066 464 180 (1) | 1,06726 | 12 243 000 000 | 0 |
| FR0011317783 | OAT 2,75% 25 octobre 2027 | 35 029 000 000 | | | 0 |
| | Échéance 2028 | 23 815 557 | | | |
| FR0000571226 | OAT zéro coupon 28 mars 2028 | 23 815 557 (3) | | 46 232 603 | - |
| | Échéance 2029 | 39 697 366 032 | | | |
| FR0000571218 | OAT 5,5% 25 avril 2029 | 29 091 880 458 | | | 3 386 109 100 |
| FR0000186413 | OATi 3,4% 25 juillet 2029 | 10 605 485 574 (1) | 1,25225 | 8 469 144 000 | 0 |
| | Échéance 2030 | 38 308 368 550 | | | |
| FR0011883966 | OAT 2,5% 25 mai 2030 | 31 023 000 000 | | | 0 |
| FR0011982776 | OAT€i 0,7% 25 juillet 2030 | 7 285 368 550 (1) | 1,00115 | 7 277 000 000 | 0 |
| | Échéance 2031 | 16 453 000 000 | | | |
| FR0012993103 | OAT 1,5% 25 mai 2031 | 16 453 000 000 | | | 0 |
| | Échéance 2032 et plus | 185 247 966 400 | | | |
| FR0000188799 | OAT€i 3,15% 25 juillet 2032 | 12 540 996 000 (1) | 1,23435 | 10 160 000 000 | 0 |
| FR0000187635 | OAT 5,75% 25 octobre 2032 | 28 114 322 600 | | | 11 064 157 400 |
| FR0010070060 | OAT 4,75% 25 avril 2035 | 25 004 000 000 | | | 5 130 667 000 |
| FR0013154044 | OAT 1,25% 25 mai 2036 | 6 000 000 000 | | | 0 |
| FR0010371401 | OAT 4% 25 octobre 2038 | 26 534 000 000 | | | 4 912 011 400 |
| FR0010447367 | OAT€i 1,8% 25 juillet 2040 | 12 196 647 800 (1) | 1,14340 | 10 667 000 000 | 0 |
| FR0010773192 | OAT 4,5% 25 avril 2041 | 27 307 000 000 | | | 7 347 539 000 |
| FR0011461037 | OAT 3,25% 25 mai 2045 | 17 707 000 000 | | | 515 600 000 |
| FR0010171975 | OAT 4% 25 avril 2055 | 14 926 000 000 | | | 7 229 088 000 |
| FR0010870956 | OAT 4% 25 avril 2060 | 11 918 000 000 | | | 5 730 484 100 |
| FR0013154028 | OAT 1,75% 25 mai 2066 | 3 000 000 000 | | | 13 000 000 |

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(3) valeur actualisée au 28/03/2016 ; non offerte à la souscription

Derniers indicateurs conjoncturels

| | | |
|--|----------|-----------|
| Production industrielle, glissement annuel | 0,5% | 04/2016 |
| Consommation des ménages*, glissement annuel | 2,6% | 05/2016 |
| Taux de chômage (BIT) | 10,2% | 03/2016 |
| Prix à la consommation, glissement annuel | | |
| ensemble | 0,0% | 05/2016 |
| ensemble hors tabac | 0,0% | 05/2016 |
| Solde commercial, fab-fab, cvs | -5,2 Md€ | 04/2016 |
| " " " " | -4,2 Md€ | 03/2016 |
| Solde des transactions courantes, cvs | -2,8 Md€ | 04/2016 |
| " " " " | -1,9 Md€ | 03/2016 |
| Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10) | 0,23% | 29/6/2016 |
| Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor) | -0,28% | 28/6/2016 |
| Euro / dollar | 1,1090 | 29/6/2016 |
| Euro / yen | 113,85 | 29/6/2016 |

* produits manufacturés

Sources : Insee, Minefi, Banque de France

Situation mensuelle du budget de l'État

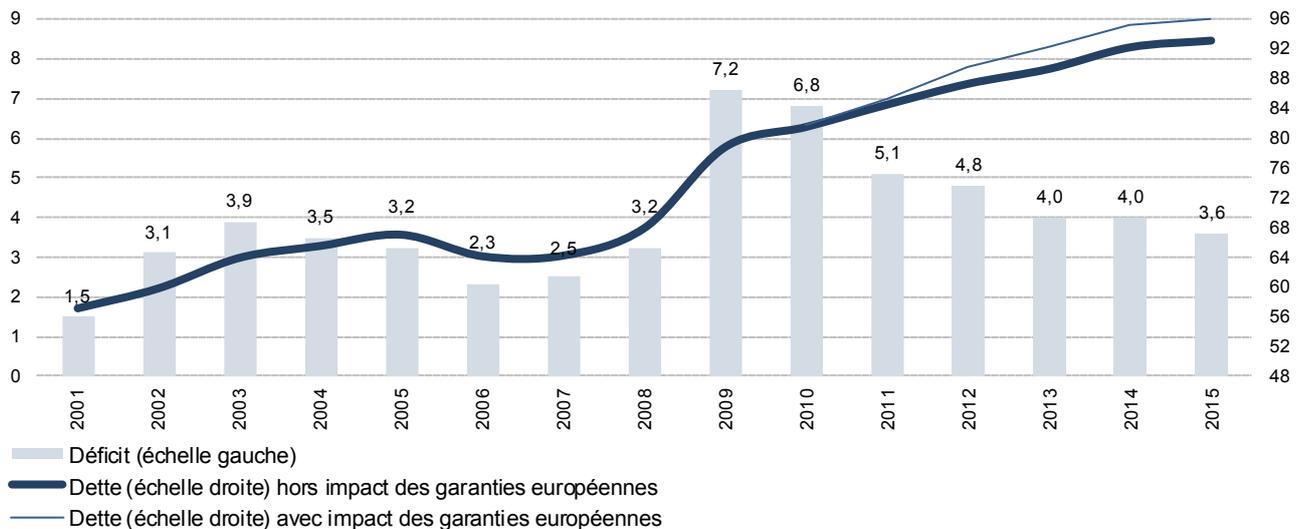
En milliards d'euros

| | 2014 | 2015 | niveau à la fin avril | | |
|--------------------------------------|---------------|---------------|-----------------------|---------------|---------------|
| | | | 2014 | 2015 | 2016 |
| Solde du budget général | -85,71 | -72,15 | -45,57 | -41,65 | -32,82 |
| Recettes | 291,95 | 299,66 | 93,04 | 93,33 | 98,51 |
| Dépenses | 377,66 | 371,80 | 138,61 | 134,98 | 131,33 |
| Solde des comptes spéciaux du Trésor | 0,16 | 1,62 | -18,60 | -18,19 | -23,64 |
| Solde général d'exécution | -85,56 | -70,52 | -64,17 | -59,84 | -56,46 |

Source : Minefi

Finances publiques : déficit et dette

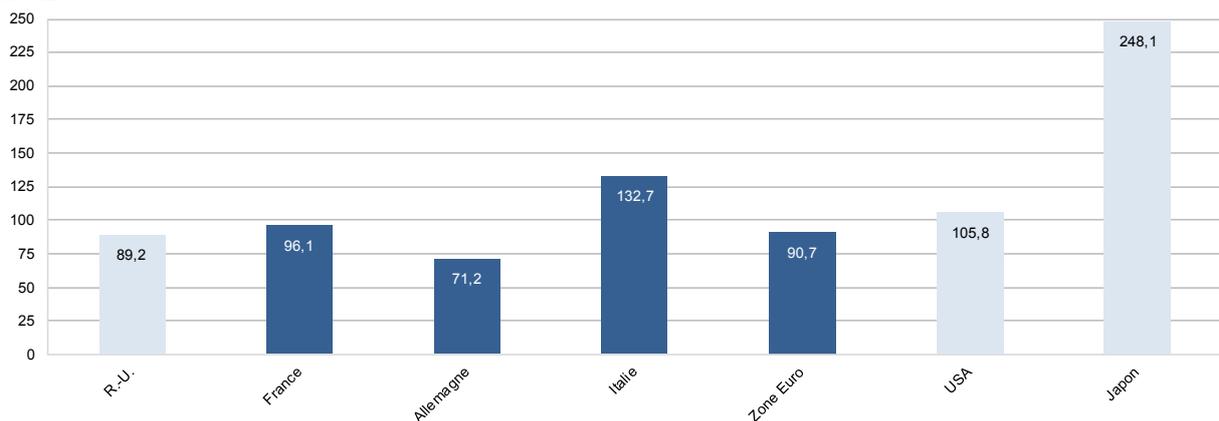
En % du PIB



Sources : Eurostat, Insee

Dette des administrations publiques en 2015

En % du PIB



Sources : Eurostat (2016), FMI (2016), Insee (2016)

Calendriers des indicateurs économiques français

| Juillet 2016 | | Août 2016 | |
|--|---|--|---|
|  7 | Commerce extérieur en mai |  5 | Commerce extérieur en juin |
|  7 | Balance des paiements en mai |  5 | Balance des paiements en juin |
|  8 | Production industrielle en mai |  10 | Production industrielle en juin |
|  12 | Perspectives économiques de l'Eurozone - 2016 T3 |  11 | Prix à la consommation : indice de juillet |
|  13 | Prix à la consommation : indice de juin |  12 | Emploi salarié : résultats provisoires 2016 T2 |
|  15 | Inflation (IPCH) : indice de juin |  18 | Demandeurs d'emploi 2016 T2 (BIT) |
|  21 | Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de juillet |  18 | Inflation (IPCH) : indice de juillet |
|  21 | Conjoncture dans l'industrie : enquête trimestrielle de juillet |  24 | Demandeurs d'emploi en juillet |
|  26 | Demandeurs d'emploi en juin |  25 | Investissements dans l'industrie : enquête de juillet |
|  27 | Conjoncture auprès des ménages : enquête de juillet |  25 | Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle d'août |
|  27 | Prix à la production dans l'industrie : indice de juin |  26 | Construction neuve en juillet |
|  28 | Construction neuve en juin |  26 | Comptes nationaux trimestriels : premiers résultats 2016 T2 |
|  29 | Consommation des ménages en produits manufacturés en juin |  31 | Réserves nettes de change en juillet |
|  29 | Réserves nettes de change en juin | | |

Sources : Insee, Eurostat

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite.

En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits.

La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par e-mail, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole du copyright ©Agence France Trésor.